



Vers une société du temps libéré pour des citoyens en devenir

ARGUMENTAIRE

Notre modèle de société actuel montre chaque jour qu'il ne peut permettre d'assurer l'égalité entre les citoyens, étant donné l'écart grandissant qui se creuse entre eux, que ce soit au niveau de la répartition des richesses comme celle du partage du pouvoir.

Dans la perspective de la construction d'un nouveau modèle de société plus respectueux de l'Homme et de son environnement, et dans la lignée de Léo Lagrange, ministre du temps libre dans le gouvernement du Front Populaire, il nous faut réfléchir à une meilleure répartition des richesses. Réduire le temps de travail tout au long de sa vie, pouvoir se former sans avoir besoin de travailler pour payer ses études, avoir accès à la culture, aux loisirs ou encore aux vacances, pouvoir avoir plus de temps pour des engagements citoyens. Comment la société du 21^e siècle va-t-elle pouvoir répondre à ces attentes et permettre l'épanouissement personnel comme collectif ? C'est la réflexion que nous portons en permanence, parce que nous, jeunes socialistes, croyons en la capacité de chacun à pouvoir faire ses choix et à progresser, à condition que la société le permette.

Poursuivre la réduction du temps de travail

Aller dans le sens de l'histoire

Réduire le temps de travail va dans le sens de l'Histoire : dès le XIX^e siècle, ce sont les enfants et les femmes qui ont vu leur temps de travail réduit. Sont venus ensuite les congés payés en 1936 puis le passage à la semaine de 5 jours travaillés. Mais l'amélioration de la qualité de vie des salariés ne passe pas que par la baisse de la durée légale du travail, mais aussi par l'abaissement de l'âge de la retraite ou encore le temps choisi par opposition au temps subi. En 2000, la mise en place des 35h a ainsi été un tournant majeur dans la conquête du temps libéré. Toutefois, son application s'est faite sans mise en garde contre les failles que le dispositif a présenté, notamment l'accélération des cadences à temps de travail égal dans certaines entreprises.

Réduire le temps de travail, un gain pour le salarié comme l'entreprise

L'intérêt de réduire le temps de travail est double : intérêt pour le salarié et intérêt pour l'économie.

Intérêt pour le salarié, parce que réduire la part du travail dans sa vie, c'est pouvoir accorder plus de temps à sa vie personnelle, auprès de sa famille ou de ses amis par exemple.

Intérêt pour l'économie également, parce que le passage aux 35h avait créé 400 000 emplois, impulsant ainsi une nouvelle dynamique économique porteuse de croissance, et ce, dans un contexte de chômage de masse. Dans le cadre d'une politique de l'emploi volontariste, réduire le travail est un des moyens les plus efficaces pour à la fois permettre l'embauche, des jeunes en particulier, mais aussi pour conserver des emplois menacés. De plus, réduire le temps de travail permet d'améliorer la productivité des salariés d'une entreprise. Les retombées de cette mesure sont multiples : réduction du taux de chômage donc augmen-



tation du pouvoir d'achat des salariés qui bénéficieraient de la mesure, mais également augmentation des carnets de commande pour les entreprises et retombées des recettes de la TVA pour l'Etat.

Plus de dix ans après les 35h, dans un contexte socio-économique toujours plus dur pour les plus défavorisés et la classe moyenne, la réduction du temps de travail doit être poursuivie, en veillant à ne pas répéter les erreurs du passé. C'est pourquoi nous défendons la réduction de la durée légale du temps de travail à 32h et donc le passage à la semaine de 4 jours. C'est aussi permettre aux salariés de bénéficier d'une 6^e semaine de congés payés.

Ce temps libéré pour les salariés, c'est donc une étape supplémentaire dans la définition d'un modèle de société humaniste qui vise à conjuguer l'émancipation individuelle et collective.

Créer un autre rapport au temps

Aujourd'hui, nous sommes sans cesse mis en concurrence les uns contre les autres. La droite voudrait nous faire croire que la place dans la société de chacun ne serait liée qu'au mérite, et que le droit à l'erreur (dans nos parcours d'orientation ou de formation professionnelle par exemple) n'existerait pas. Ceci a abouti aux inégalités entre les citoyens et à la concentration des pouvoirs, détenus par une minorité. C'est pourquoi il nous faut réfléchir à comment rectifier ces inégalités et à repenser la place du travail dans la société.

L'allocation d'autonomie pour mettre fin à la précarité des jeunes

Actuellement, de nombreux jeunes sont contraints de se salarier pour pouvoir payer leur loyer, leurs repas ou encore leurs frais d'inscription, et restent dépendants de la situation de leurs parents de plus en plus tard.

Nous voulons donc que ce déterminisme familial cesse. C'est pourquoi nous proposons une allocation d'autonomie allocation universelle et individualisée pour tous les jeunes en formation ou en passe de reprendre une formation. Universelle, parce qu'elle serait adressée à tous les jeunes en formation. Individualisée, parce que son montant dépendrait des revenus propres du jeune et de critères tels que le coût de la vie ou la mobilité à l'étranger.

Mettre en place une allocation d'autonomie, c'est donc lutter contre le phénomène de reproduction sociale, mais aussi permettre à un jeune de pouvoir suivre sa formation dans les meilleures conditions. C'est passer d'un modèle fondé sur la solidarité familiale à un modèle fondé sur la solidarité nationale.

Travailler pour vivre, et non vivre pour travailler

Nous ne pouvons accepter que la place d'un individu dans la société soit reconnue uniquement par rapport à sa situation professionnelle : dans les idéologies conservatrices, ne pas avoir la possibilité de travailler équivaldrait à l'incompétence des individus. Nous avons une véritable bataille culturelle à mener sur la valeur que le travail a dans notre société, afin que le travail ne soit plus pour beaucoup devenu synonyme d'aliénation mais devienne synonyme d'émancipation. Plutôt que « travailler plus pour gagner plus », symbole de la méritocratie sarkozyste, nous voulons « travailler mieux pour travailler tous ». Réfléchir à une autre organisation du travail, c'est aussi prendre en compte les nouveaux besoins, tels que des crèches

d'entreprises ou encore des restaurants à proximité du lieu de travail, et permettre aux salariés de prendre partie prenante aux projets de son entreprise, afin qu'ils ne subissent plus le travail, mais s'y sentent intégrés. Permettre à chacun d'avoir un travail et garantir les meilleures conditions possibles pour l'exercer font partie de nos priorités, mais aussi valoriser d'autres temps que le temps productif et immédiat.

Une organisation du temps libéré à réinventer sans cesse

C'est la gauche qui a été à l'initiative de l'organisation des loisirs et des sports par le sous-secrétaire d'état Léo Lagrange, la création de la fédération Léo Lagrange par Pierre Mauroy et la création du ministère du temps libre. C'est aujourd'hui encore la gauche qui doit répondre à une réhabilitation des temps que la droite a caricaturés, diabolisés et orientés uniquement vers une logique consumériste. En effet, nous déplorons l'exploitation permanente de ces temps libres à des fins commerciales, ce qu'encouragent les libéraux, puisqu'elle ne fait que générer des inégalités déjà très fortes. A un modèle de consommation « zapping » basé uniquement sur l'acquisition de biens, nous voulons substituer des temps non productifs et non immédiats qui permettent l'échange, le partage et le dialogue entre les citoyens.

Comme ce temps représente une part toujours plus grande du temps, le temps libéré doit être pris en charge par la force publique, plutôt que de laisser le privé se l'approprier. Ce temps doit être dévolu au bien-être de chacun : temps pour les activités culturelles, temps pour les loisirs, ou encore temps pour soi. Mais également temps pour les vacances, dont l'intérêt pour la socialisation, l'ouverture sur l'autre, est reconnu. Pour que ce temps libéré puisse être investi pour tout cela, il faut bien sûr veiller à ce que chacun puisse accéder à ces activités, quels que soient ses revenus ou ceux de ses parents. C'est en cela que des mesures comme le droit aux vacances développé dans certains conseils généraux ou encore les coupons de réduction pour les livres ou les spectacles comme il en existe dans de nombreuses régions sont indispensables pour que tout le monde puisse avoir accès à la culture et aux divertissements. L'intérêt de ces activités dépasse en effet largement l'épanouissement personnel, puisque celles-ci ont un véritable rôle dans la construction du vivre-ensemble.

Former les citoyens de demain

Il nous faut retrouver des moyens d'éducation au sens premier du terme : « guider vers, conduire hors ». Guider vers une capacité à faire ses choix, conduire hors de ce qui nous est déjà connu (chaque citoyen, quels que soient son âge, son origine sociale, son sexe ou encore sa formation). Avoir les outils pour pouvoir réagir, défendre ses convictions, faire entendre sa voix. Pour nous, la citoyenneté ne se décrète pas, elle s'apprend. C'est à l'école où la citoyenneté va se construire, d'où l'importance de donner plus d'importance à des matières comme l'éducation civique, mais il faudrait également aborder de façon plus transversale la construction du sens critique. Cet apprentissage peut et doit être fait également en-dehors du système éducatif, dans tous les lieux de vie. C'est pourquoi il faut réaffirmer la place prépondérante de l'éducation populaire dans notre société.

L'éducation populaire, héritage porté avec fierté par les socialistes, a pour objectif de contribuer à l'émancipation de chacun, à tous les âges de la vie. Elle vise à reconnaître à tout individu sa capacité à progresser et à être acteur dans la société, en privilégiant l'échange et la capacité à faire ses choix. Au même titre qu'il faille reconstruire l'Education nationale et refaire du système scolaire un moteur pour l'ascenseur social républicain qui est aujourd'hui en panne, nous devons intégrer toutes les formes d'organisations qui oeuvrent au développement de la citoyenneté (associations, syndicats, collectifs) et donc à notre démocratie.

Parler de société du temps libéré aujourd'hui, alors que les gouvernements conservateurs utilisent la crise économique et financière pour justifier des politiques toujours plus libérales et vectrices d'inégalités, c'est donc remettre l'émancipation au cœur de notre projet de société. Emancipation individuelle, mais aussi collective. Pour nous, cette émancipation n'est possible de façon durable qu'en répartissant les richesses de façon plus juste et en créant un autre rapport au temps. Un temps qui pour nous ne doit pas être dévolu qu'au travail et à l'accumulation de biens, mais un temps d'ouverture, d'échange et d'engagement où chacun a la capacité de faire ses choix. C'est cette conception de l'individu qui pour nous, progressistes, doit être au cœur d'un pacte social qu'il nous faut réinventer.